

LIGNES DIRECTRICES POUR LA DÉSIGNATION DES PRÉSIDENTS DES ORGANES DE L'OMC

adoptées par le Conseil général le 11 décembre 2002

Les lignes directrices ci-après devraient être suivies dans le cadre du processus de consultation concernant la désignation des présidents des organes de l'OMC.

À cet effet, les organes relevant de l'OMC ont été classés en huit groupes indiqués dans l'annexe du présent document.

Étant donné la nature particulière de l'Organe de supervision des textiles (groupe 3 de l'annexe), ces lignes directrices ne lui sont pas applicables. Lorsqu'il est fait mention de "groupes" dans les lignes directrices ci-après, il s'agit de ceux qui sont indiqués dans l'annexe.

De même, ces lignes directrices ne peuvent pas être appliquées à la désignation des présidents d'organes établis en vertu des Accords commerciaux plurilatéraux (groupe 7), puisque le président de ces organes devrait être choisi parmi les signataires des accords respectifs et que les critères de sélection, la durée du mandat et les autres conditions seront définis par les organes concernés.

Les lignes directrices ci-après pourront être réexaminées selon qu'il sera nécessaire d'après les constatations qui auront été faites.

1. Généralités

1.1 Les Membres devraient considérer le processus de sélection des présidents comme une tâche administrative relativement courante dont il faudrait s'acquitter chaque année et dont le principe de rotation serait la norme (voir l'actuelle ligne directrice 6.1). L'objectif de ce processus est de permettre à l'Organisation de poursuivre ses activités de manière harmonieuse et sans heurts. Il faudrait donc l'aborder d'une manière propice au bon déroulement des activités en cours. Les Membres devraient aussi prendre dûment en considération le caractère sensible des vues exprimées pendant le processus de consultation.

2. Qualifications et prescriptions aux fins des désignations

2.1 Les présidents doivent être des représentants des Membres. La candidature de représentants de Membres ayant des arriérés de contributions de plus d'une année entière ne pourra pas être prise en considération.

2.2 Les Présidents devraient maintenir la tradition qui consiste à être impartial et objectif; à assurer la transparence du processus de prise de décisions et du processus de consultation ainsi que la participation de tous à ces processus; et à viser à faciliter le consensus.

2.3 Le choix d'un président devrait être essentiellement fonction de la capacité de l'intéressé d'exercer les attributions spéciales incombant aux titulaires de ces postes dans le système de l'OMC, ainsi que de sa disponibilité à cette fin.

2.4 Les désignations doivent être acceptables pour l'ensemble des Membres et pas uniquement pour les régions ou les groupements qui les auront éventuellement proposées.

3. Équilibre global de la représentation

3.1 Un équilibre qui reflète la composition globale de l'OMC devrait être établi dans la désignation des présidents.

3.2 Cet équilibre global devrait être recherché en particulier pour les postes relevant des groupes 1, 2, 4 et 5 considérés ensemble.

3.3 D'autre part, un équilibre analogue devrait être recherché dans la désignation des présidents des organes du groupe 6.

3.4 Les présidents des organes du groupe 8 devraient être désignés sur une base ponctuelle, et en fonction des qualifications et de la disponibilité.

4. Distribution des postes de président

4.1 Chaque organe devrait avoir son propre président. Chaque organe peut aussi prévoir la désignation d'un Vice-Président ou de Vice-Présidents selon qu'il conviendra, à laquelle les lignes directrices énoncées dans le présent document devraient être applicables.

5. Niveau de représentation

5.1 Pour les organes des groupes 1 et 2, les présidents devraient être désignés parmi les Chefs de délégation en poste à Genève. Dans le cas des groupes 4, 5, 6 et 8, les présidents devraient être des Chefs de délégation ou des personnes appartenant aux délégations de Membres de l'OMC à Genève. Des non-résidents pourront être désignés dans des circonstances exceptionnelles où il ne sera possible de trouver des personnes ayant les compétences nécessaires que dans les capitales.

6. Durée du mandat

6.1 Le roulement devrait être la règle générale; la durée du mandat de président d'un organe devrait donc être d'une année. Néanmoins, dans les organes des groupes 4, 5 et 6, la reconduction du mandat du président en exercice pourra être envisagée chaque fois qu'il sera considéré qu'elle serait dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'organe.

6.2 Les présidents des organes du groupe 8 devraient normalement conserver leur poste jusqu'à ce que ces organes aient achevé leurs travaux.

6.3 Si un président est transféré de Genève à une autre affectation, le vice-président assumera les attributions du président, ou un nouveau président sera désigné. Le président originel ne pourra conserver son poste que dans des circonstances exceptionnelles, à condition qu'il soit en mesure de venir à Genève chaque fois que cela sera nécessaire et que le gouvernement concerné prenne à sa charge les frais de déplacement et autres frais connexes. Il devrait en être de même dans le cas où une personne qui ne serait pas en poste à Genève serait désignée pour des raisons exceptionnelles à la présidence d'un organe.

7. Procédures de désignation des présidents

7.1 Le président sortant du Conseil général procédera normalement aux consultations concernant la désignation des présidents des organes des groupes 1, 2, 4 et 5, eu égard aux procédures ci-après:

- a) Afin de promouvoir la transparence, le processus de sélection devrait débiter par une annonce que le Président ferait à la réunion du Conseil général tenue en décembre de chaque année.
- b) Le processus lui-même devrait être confié au Président du Conseil général en exercice assisté par le Président de l'ORD en exercice, agissant tous deux ès qualités, et par tout ancien Président du Conseil général qui continue à travailler en tant que représentant auprès de l'OMC à Genève, de façon à assurer la continuité.
- c) À la réunion de décembre du Conseil général, le Président devrait distribuer une liste des anciens Présidents des principaux organes afin de constituer une base pour les délibérations ultérieures des Membres sur les possibilités de répartition des présidences compte tenu de la pratique antérieure et du besoin d'équilibre.
- d) Le Président du Conseil général et ses collaborateurs (voir la ligne directrice 7.1 b)) devraient prévoir une période pour entendre les éventuels avis et suggestions des Membres, individuellement et/ou en groupes. Ils devraient indiquer le plus tôt possible aux Membres une période spécifiée à cette fin.
- e) Une fois qu'ils auraient reçu les contributions des délégations, qui devraient notamment indiquer les personnes qui ne seraient pas disponibles pour exercer des fonctions, le Président et ses collaborateurs examineraient attentivement les avis et suggestions formulés, en gardant à l'esprit la disponibilité des personnes susceptibles d'être désignées et les arriérés de contribution (voir la ligne directrice 2.1). Après toutes autres consultations qui pourraient être nécessaires, le Président et ses collaborateurs mettraient ensuite au point une liste équilibrée conformément aux lignes directrices et aux observations qu'ils auraient reçues.
- f) Le Président organiserait une réunion informelle ouverte à tous les Chefs de délégation à la fin de janvier ou au début de février. Cette réunion permettrait de diffuser la liste à tous et d'engager une discussion générale sur ce sujet.
- g) La liste serait soumise et acceptée à la réunion ordinaire du Conseil général de février.

7.2 Il ne devrait pas y avoir d'automaticité dans la succession aux postes.

7.3 Les présidents sortants des organes du groupe 2 procéderont normalement aux consultations concernant la désignation des présidents des organes du groupe 6 A), B) et C) qui relèvent du Conseil qu'ils président. Ils devraient annoncer le début de leurs processus de consultation respectifs à la réunion de février du Conseil général, et devraient travailler en étroite coordination afin d'assurer l'efficacité du processus et l'équilibre mentionné dans la ligne directrice 3.3. Une réunion informelle ouverte à tous devrait ensuite être organisée par chacun des présidents afin de permettre que chaque liste soit diffusée à tous et fasse l'objet d'une discussion générale. Chaque liste serait alors proposée et acceptée aux réunions formelles des organes concernés.

7.4 Le président de l'organe qui établit un organe subsidiaire dans le groupe 8 tiendra des consultations ponctuelles concernant la désignation d'un président pour cet organe subsidiaire.

7.5 Les mêmes procédures sont applicables chaque fois que le poste de président devient vacant en cours de mandat.

ANNEXE

STRUCTURE DES ORGANES RELEVANT DE L'OMC

<u>Groupe 1</u>	Conseil général Conseil général réuni en tant qu'Organe de règlement des différends Conseil général réuni en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales
<u>Groupe 2</u>	Conseil du commerce des marchandises Conseil du commerce des services Conseil des ADPIC
<u>(Groupe 3</u>	Organe de supervision des textiles)
<u>Groupe 4</u>	Comité du commerce et du développement Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements Comité du budget, des finances et de l'administration
<u>Groupe 5</u>	Comité du commerce et de l'environnement Comité des accords commerciaux régionaux Comité des négociations commerciales ¹ Groupe de travail des liens entre commerce et investissement Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence Groupe de travail de la transparence des marchés publics Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie (Tout autre organe établi par la Conférence ministérielle ou le Conseil général)

¹ L'accord auquel est arrivé le CNC (établi par la Conférence ministérielle de Doha) à sa première réunion, les 28 janvier et 1^{er} février 2002, au sujet de la désignation des présidents du CNC et des organes subsidiaires établis par lui (TN/C/M/1) continuera de s'appliquer à ces désignations.

Groupe 6 A)

Comité de l'accès aux marchés
Comité de l'agriculture
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
Comité des obstacles techniques au commerce
Comité des MIC
Comité des pratiques antidumping
Comité de l'évaluation en douane
Comité des règles d'origine
Comité des licences d'importation
Comité des subventions et des mesures compensatoires
Comité des sauvegardes
Groupe de travail des entreprises commerciales d'État
(Tout autre organe établi par le Conseil du commerce des marchandises²)

Groupe 6 B)

Groupe de travail de la réglementation intérieure
Comité du commerce des services financiers
Comité des engagements spécifiques
Groupe de travail des règles de l'AGCS
(Tout autre organe établi par le Conseil du commerce des services)

Groupe 6 C)

(Tous organes subsidiaires relevant du Conseil des ADPIC)

² Bien que le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information ne soit pas un organe plurilatéral établi par le Conseil du commerce des marchandises, son président est dans la pratique choisi à l'issue des larges consultations menées par le Président de ce Conseil au sujet des présidents du groupe 6 A).

Groupe 7

Comité du commerce des aéronefs civils

Comité des marchés publics

(Comités établis en vertu des Accords commerciaux plurilatéraux – (Accords de l'Annexe 4)

Groupe 8

Autres groupes de travail (accession; article XXIV, etc.)
